

La traduction des enjeux de biodiversité et climat dans les réglementations nationales

Des initiatives innovantes ?

Aux États-Unis, la gestion des espaces naturels s'est organisée très tôt autour du principe de conservation avec les grands parcs fédéraux et les monuments nationaux du XIXe siècle. Malgré de lourdes atteintes à l'environnement (étalement urbain, déforestation etc.), la Californie s'est rapidement inscrite dans cette dynamique avec la création du premier parc de la Vallée de Yosemite et des séquoias de Mariposa Grove en 1894. Elle s'est ensuite progressivement imposée comme un état pionnier et moteur dans la prise en compte des enjeux environnementaux. La Californie prend ainsi très tôt des engagements qui s'avèrent efficaces, alors que l'émergence de la législation environnementale est confrontée aux freins constitutionnels mais aussi à la compétitivité économique et aux objectifs de croissance entre les États. Elle devance souvent la mise en place d'un cadre fédéral qui s'inspire parfois a posteriori de ses mesures, comme ce fut le cas pour la réglementation des émissions des véhicules.

En France, la gestion des espaces naturels est ancienne et a longtemps été influencée par le système des privilèges de l'aristocratie. Son objectif initial est d'assurer le maintien des ressources forestières (réserves de chasse, bois de construction) ce qui influence le développement d'une gestion économique et productiviste, comme en témoigne le décret royal de Colbert sur l'aménagement des forêts en 1669. C'est finalement la pression des milieux artistiques, influencés par les représentations de la nature du romantisme, qui permet la mise en place de réserves avec le décret impérial de 1861 sur la protection des réserves artistiques et la loi de 1930 sur la protection des sites remarquables. Contrairement à la définition de la naturalité anglosaxonne 'wilderness', la vision française est donc davantage appréhendée à l'aune des besoins humains (récréatif, économique, artistique etc.). C'est en parallèle de la dynamique européenne que la France s'engage ensuite dans des travaux sur les sujets de biodiversité et symbolise progressivement l'animation de réseaux sur le sujet. L'organisation de plusieurs grands événements, comme le Grenelle de l'environnement en 2007 et l'Accord de Paris en 2015, assure une lisibilité à ces grands enjeux. Mais la concrétisation de leurs principes reste pourtant peu claire sur le territoire national et étroitement liée à l'articulation avec les directives de la commission européenne, sans pour autant aller au-delà des prescriptions.

PRÉSIDENT JOHNSON

À la signature du Wilderness Act 1964

If future generations are to remember us with gratitude rather than contempt, we must leave them something more than the miracles of technology. We must leave them a glimpse of the world as it was in the beginning, not just after we got through with it.

Si les générations futures veulent se souvenir de nous avec gratitude plutôt qu'avec mépris, nous devons leur laisser quelque chose de plus que les miracles de la technologie. Nous devons leur laisser un aperçu du monde tel qu'il était au début, pas seulement après que nous en ayons fini avec lui.

ROGER CANS

Le Monde, 10/07/ 1986, à l'occasion des dix ans de la loi de protection de la nature

Le patrimoine naturel avait besoin d'une loi. Il ne lui manque plus que des hommes, des crédits et une véritable détermination politique.

Californie Biodiversity hotspots

Sur les 5 500 espèces végétales estimées, 40% sont endémiques. Ce qui fait de la Californie l'un des 36 Biodiversity hotspots mondiaux, comme l'ont proposé Myers *et al.* (2000).

France Espèces menacées

En France métropolitaine, selon les données récoltées : 14% des mammifères, 24% des reptiles, 23% des amphibiens, 19% des poissons d'eau douce et 32% des oiseaux nicheurs sont menacés de disparition. (Commissariat général au Développement durable, 2020)

SOURCES

- Boussard I. « Agriculture, environnement et protection de la nature : la loi de 1976 ». Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains, no 01, 01, Association des ruralistes français, janvier 1997. journals.openedition.org, <http://journals.openedition.org/ruralia/8>.
- California to Go 100 Percent Carbon-Neutral. <https://www.cbsnews.com/news/california-aims-to-go-100-percent-carbon-neutral/>. Consulté le 5 janvier 2021.
- California_Flood_Future.pdf. https://cawaterlibrary.net/wp-content/uploads/2017/05/California_Flood_Future.pdf. Consulté le 5 janvier 2021.
- « Création d'une autorité environnementale pour évaluer l'impact des grands projets d'infrastructure ». Actu-Environnement, Actu-environnement, https://www.actu-environnement.com/ae/news/creation_autorite_environnementale_cgedd_7319.php4. Consulté le 5 janvier 2021.
- « Elisabeth Borne engage la rédaction de la future stratégie « Aires protégées 2020-2030 » ». Ministère de la Transition écologique, <https://www.ecologie.gouv.fr/elisabeth-borne-engage-redaction-future-strategie-aires-protégees-2020-2030>. Consulté le 5 janvier 2021.
- Executive Department state of California, Executive Order CA EO N-82-20 to combat the biodiversity and climate change crises in California using nature-based solutions.
- Facteur 4: définition, histoire et objectifs. 18 mars 2014, <https://www.connaissancesenergies.org/qu-appelle-t-on-le-facteur-4-140318>.
- FRANE-FP-5-Compence-env.-CT-2015.pdf. <https://www.grene38.fr/uploads/2017/07/FRANE-FP-5-Compence-env.-CT-2015.pdf>. Consulté le 5 janvier 2021.
- Gouvernance, stratégie, indicateurs de développement durable en France - Site de l'Association Adéquations. <http://www.adequations.org/spip.php?rubrique197>. Consulté le 5 janvier 2021.
- « L'autorité environnementale ». Ministère de la Transition écologique, <https://www.ecologie.gouv.fr/autorite-environnementale>. Consulté le 5 janvier 2021.
- « --- ». Ministère de la Transition écologique, <https://www.ecologie.gouv.fr/autorite-environnementale>. Consulté le 5 janvier 2021.
- L'environnement en France – édition 2019 | Rapport de synthèse. 2019, p. 220.
- Little J. B. « Can California Reverse Biodiversity Decline? » Bay Nature, 24 mars 2020, <https://baynature.org/article/can-california-reverse-biodiversity-decline/>.
- Loi énergie et climat du 8 novembre 2019 | Vie publique.fr. <https://www.vie-publique.fr/loi/23814-loi-energie-et-climat-du-8-novembre-2019>. Consulté le 5 janvier 2021.
- « Plan Climat ». Gouvernement.fr, <https://www.gouvernement.fr/action/plan-climat>. Consulté le 5 janvier 2021.
- Myers N., Mittermeier R., Mittermeier C. *et al.* Biodiversity hotspots for conservation priorities. Nature 403, 853–858 (2000). <https://doi.org/10.1038/35002501>
- Quel est l'état de la biodiversité en France, les principales menaces | Vie publique.fr. <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/272596-quel-est-letat-de-la-biodiversite-en-france-les-principales-menaces>. Consulté le 5 janvier 2021.
- Qu'est-ce que le Label bas-carbone ? <https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-que-le-label-bas-carbone>. Consulté le 5 janvier 2021.
- « SB 100: California's Commitment to 100% Clean Energy ». Bloom Energy, 11 janvier 2019, <https://www.bloomenergy.com/blog/sb-100-californias-commitment-100-clean-energy>.
- « Stratégie nationale pour la biodiversité ». Ministère de la Transition écologique, <https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-biodiversite>. Consulté le 5 janvier 2021.
- « The Governor's Biodiversity Initiative | Top Three Take-Aways ». California Native Plant Society, 28 septembre 2018, <https://www.cnps.org/conservation/the-governors-biodiversity-initiative-important-takeaways-12537>.

Les grandes lois symbolisant l'engagement national en faveur du climat et de la biodiversité

FRANCE

Un État inscrit dans la dynamique européenne

1946 **Création du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN)**, instance d'expertise scientifique et technique, appuyant le gouvernement dans l'élaboration de lois.

1971 **Création du ministère de l'environnement mais doté d'un faible budget.**

1976 **Loi sur la protection relative de la nature devient d'intérêt général** et se traduit par l'obligation d'études d'impact, l'identification d'espèces protégées et la modernisation d'outils de protection comme les réserves.

1983 **Loi Huguette Bouchardeau**
Obligation d'enquêtes publiques pour assurer l'information des publics et offrir la possibilité de suggestions ou contre-propositions.

1993 **Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages**
Donne un statut officiel à la notion de paysage et complète le code d'urbanisme (insertion et impact visuel des projets sur l'environnement).

1995 **Loi Barnier sur l'environnement**
Dispositions relatives à la prévention des risques naturels, la protection des espaces naturels et l'amélioration de la concertation.

2002 **Programme national de lutte contre le changement climatique**
Destiné à réduire les émissions de GES sur la période 2000-2010.

2003 **Stratégie nationale de développement durable «facteur 4» à horizon 2050** (baisse par 4 des émissions de GES).

2004 **Premier Plan climat**
Répertoire des actions à entreprendre pour atteindre les objectifs fixés par le protocole de Kyoto.

2005 **Charte de l'environnement**
Consacre le droit de l'environnement en intégrant ses principes dans la Constitution (principe de prévention, principe de précaution, principe pollueur-payeur).

2009 **Observatoire de la biodiversité agricole** visant à impliquer les agriculteurs dans la connaissance et le suivi de la biodiversité.

Création de l'Autorité environnementale (AE)
Évalue les impacts environnementaux des programmes.

2010 **Lois Grenelle**, définit de grandes orientations et Grenelle II qui décline de manière concrète ses orientations (introduction de notion de trame verte et bleue, schéma régional de cohérence écologique etc.).

2015 **Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC).**

2016 **Loi sur la reconquête de la biodiversité, la nature et les paysages:** Intégration de la séquence ERC (éviter-réduire-compenser).Création des obligations réelles environnementales (ORE).
Création du Comité national de la biodiversité (CNB).

2017 **Plan climat**
Objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050, identification de zones prioritaires de biodiversité. Sur la période 1990-2017, les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire national ont diminué de 18 %.

2018 **Plan biodiversité**
Objectif de réduire à zéro la perte nette de biodiversité et d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020.

2019 **Loi Énergie et climat**
Prévoit notamment l'arrêt de la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2022. Label bas-carbone qui certifie les projets de réduction d'émissions de GES et de séquestration carbone.

2020 **Future stratégie Aires protégées 2020-2030**
Concrétisation de l'engagement de porter à 30% la part des aires marines et terrestres protégées d'ici 2022. L'objectif antérieur étant de protéger 20% des sites marins à l'horizon 2020 (au 1er janvier 2018, ce dernier objectif était dépassé, puisque 22,3% de l'espace maritime était classé en aires marines protégées).

2021 **Projet de loi "Climat et Résilience"**
Concrétiser une partie des 146 propositions de la Convention citoyenne pour le climat (Groupe de 150 citoyens tirés au sort en 2019 pour définir une série de mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030).

CALIFORNIE

Un État innovant et précurseur face aux engagements fédéraux

1963 **Local Agency Formation Commission (LAFCO)**
Assure une coordination des mesures au niveau des comtés, suite aux difficultés de gestion de la croissance urbaine (services urbains, égouts, conduite d'eau etc.). Entité indépendante habilitée par le gouvernement pour surveiller les limites des villes et des districts spéciaux, assurer leur cohérence de leur développement. Les villes et les districts doivent obtenir l'approbation du LAFCO avant d'étendre leurs services en dehors de leurs frontières.

1967 **Création du California Air Resources Board (CARB)**
Agence chargée de mettre en œuvre l'ensemble des politiques de la Californie visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et assurer la qualité de l'air. C'est la seule agence de ce type dans tous les USA, car elle a été créée avant l'EPA (l'agence fédérale, fondée en 1970).

1970 **Création The California Environmental Quality Act (CEQA)**
Processus de réglementation des impacts environnementaux des projets pour favoriser la transparence de la prise de décision et garantir la prise en compte des impacts du développement et des mesures d'atténuation ou des alternatives si elles existent. Le CEQA fournit un processus par lequel les organismes publics, le public et les promoteurs de projets peuvent évaluer un projet, comprendre ses impacts environnementaux et élaborer des mesures pour réduire ces impacts.

1991 **California Environmental Protection Agency**
Sa mission est de restaurer, protéger et améliorer l'environnement, d'assurer la santé publique, la qualité de l'environnement et la vitalité économique.

2002 **Loi AB 1058**
Le gouverneur Gray Davis donne mandat au CARB de plafonner les émissions de gaz à effet de serre pour les véhicules. Mais l'industrie automobile intente un procès car c'est un domaine régi par les règles fédérales. L'EPA annonce qu'elle n'a pas le pouvoir, en vertu de la loi fédérale sur la qualité de l'air, de réglementer la pollution par les gaz à effet de serre et rejette en 2007 la demande de dérogation nécessaire à la Californie pour appliquer sa loi. Elle est finalement accordée en 2009 par le président Obama et fait de la Californie le seul État autorisé à adopter ses propres réglementations sur les émissions des automobiles.

2006 **AB 32 The Global Warming Solutions Act**
Pose l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau de 1990 d'ici 2020. Atteint en 2016 ce qui équivaut environ au retrait de 12 millions de voitures de la route. L'objectif actuel est de réduire d'ici 2030 de 40% les émissions par rapport au niveau de 1990.

2017 **Le gouverneur Brown publie un décret pour protéger la biodiversité qui s'accompagne d'une feuille de route : « California Biodiversity Initiative : A Roadmap for Protecting the State's Natural Heritage »**

Le rassemblement d'une équipe d'experts en biodiversité pour rédiger une charte «Charter to Secure the Future of California's Native Biodiversity».

2018 **Senate Bill 100 (SB 100)**
Objectif de limitation des émissions carbone avec une production de 100 % d'énergie propre en Californie d'ici 2045: 60 % de l'énergie achetée par les services publics de Californie doit provenir de sources renouvelables d'ici 2030. Les 40 % supplémentaires d'énergie que les services publics californiens fourniront aux résidents, aux entreprises et aux organismes gouvernementaux doivent provenir de sources zéro carbone. Révision du budget 2018-2019 pour allouer 2,5 millions de dollars au lancement de l'initiative californienne sur la biodiversité.

2020 **Stratégie du 30 by 30**
Stratégie du 30 by 30. Le gouverneur Gavin Newsom a ordonné l'objectif de conservation de 30% des terres et des océans de l'État d'ici 2030. Un concept clé de cette lutte contre le changement climatique en Californie est celui des 'terres naturelles et exploitées' (natural and working lands). Ce terme est utilisé dans de nombreux contextes pour relier les différentes utilisations des terres (forêts, pâturages, exploitations agricoles, zones humides, côtes, déserts et espaces verts urbains) autour d'un objectif commun. Le décret ordonne à la California Natural Resources Agency de former un California Biodiversity Collaborative pour réunir des experts, des dirigeants et des communautés pour poursuivre une approche commune en faveur de la protection de la biodiversité et élaborer des stratégies pour soutenir l'objectif 30 by 30.